

Metula News Agency

Rédacteur en chef : [Stéphane Juffa](#)www.menapress.com[Page principale](#)[Articles précédents](#)[A propos de la Mena](#)

La perception d'Israël face aux tous illimités (info # 022102/9)

© [Metula News Agency](#)

Samedi 21 février [08:05:00 IST]

Par **Llewellyn Brown**

le langage « politiquement correct » : un effort insensé pour purifier la langue des marques de rigueur et l'acceptation des limites...

Israël et le discours postmoderne

Le traitement réservé à Israël dans les discours politiques et dans les media est singulier, à la fois pour l'intense animosité qui s'y exprime et pour le dévoiement intellectuel que l'on y observe. Il s'agit d'un acharnement bien « disproportionné » — le terme est à la mode ! — qui paraît universel dans son extension. À ce titre, il semble urgent de l'analyser et d'en tirer enseignement.

Limité et illimité

Afin d'orienter notre réflexion, nous pouvons nous référer au balisage proposé par Jean-Claude Milner, qui, dans son livre *Les Penchants criminels de l'Europe démocratique* [1] fait une distinction conceptuelle entre « tous limités » et « tous illimités ».

Classiquement, le *tout limité* se réalise grâce au refoulement d'un élément qui, en tant qu'exception, marque une limite. Telles sont, par exemple, les frontières physiques d'un État, ou les principes formulés dans sa constitution. Au regard de nature essentielle, ces limites ne sauraient être compromises sans que l'État lui-même soit menacé de destruction. Dans les termes de cette construction, passée une certaine limite — par exemple, les attaques perpétrées par Al-Qaïda et les menaces proférées par Ahmadinejad —, un tel sera qualifié d'« ennemi ». Bref, le tout limité donne la logique qui préside à nos anciens modèles d'ordre et d'autorité.

À l'inverse, on parle d'un *tout illimité* dès lors que : « Rien ni personne n'existe à l'égard de quoi la fonction cesse de faire sens. » [2]. Le tout illimité rejette ainsi le statut définitoire de la limite. Une telle mise en cause des tous limités ne date pas d'hier, comme le souligne Milner. Elle remonte à la chute du Premier Empire, à la suite de laquelle la notion de « société » — dont on retrouve la représentation exemplaire dans les romans de Balzac et de Zola — vient remplacer la gouvernance par une élite. Aujourd'hui, nous observons l'aboutissement de ce processus d'illimitation — qui porte le nom de « postmodernisme » — dans la mesure où il s'oppose aux idéologies du progrès — notamment le communisme et le fascisme — qui marquèrent le début du vingtième siècle.

Notre question nous conduira à nous demander si, dans sa volonté proclamée de purifier l'humanité de ses scories d'intolérance et d'exclusion, le postmodernisme a réussi à engendrer un monde plus humain et plus libre.

Rejet des Touts limités

Il faut tout d'abord préciser que, s'agissant de tous limités, ceux-ci se voient stigmatisés par l'idéologie postmoderne dès lors qu'ils sont considérés comme l'expression de la seule *civilisation occidentale*, dont la forme la plus exacerbée serait incarnée par les États-Unis et, plus radicalement parce que témoignant d'un enjeu existentiel, Israël.

Le rejet des tous limités se fait au nom d'un idéal de la « liberté » : ceux-ci, considérés sous le seul angle de l'exclusion qui les fonde, sont réputés de nature « totalitaire », voire « fasciste ». Les valeurs du patriotisme et du nationalisme s'en voient aussitôt frappées : on ne saurait les évoquer que comme sources d'intolérance. Les hyperboles ne manquent pas : être nationaliste, c'est être « nazi » et montrer un penchant pour la perpétration de « crimes contre l'humanité ».

Dans le cadre de l'idéologie postmoderne, le territoire national n'a aucun droit à l'existence ; il ne doit appartenir à un peuple que dans l'exacte mesure où il peut se voir réclamé par tous, sans exception. Tout discours politique à ce sujet — c'est-à-dire, qui reste articulé aux tous limités — se voit disqualifié, et le compassionnel est appelé à le remplacer intégralement. En son nom, il est criminel de concevoir l'immigration en termes de projet de société : pour le postmoderne, mon pays appartient avant tout à « l'autre », qui est autorisé à jouir sans entraves de sa substance, voire à le plier aux ambitions les plus délétères.

Supériorité de la masse

On le sait assez : la pensée ne saurait se formuler que dans la mesure où elle accepte de se voir gouvernée par certaines limites, de se conformer à certains codes rhétoriques et logiques. La pensée et sa transmission sont donc immanquablement marquées par *l'aporie*. Refusant de se plier à une telle incomplétude, le postmoderne instruit le principe d'une non-pensée au service de la destruction des tous limités.

Le langage qu'on emploie porte alors la marque cette volonté d'illimitation que l'on appelle le langage « politiquement correct » : un effort insensé pour purifier la langue des marques de rigueur et l'acceptation des limites. À partir de quoi, le plus grand nombre est convié à faire la loi par la voix de l'opinion.

Des sentences iconiques, répétées sans relâche, deviennent la référence [unique](#) destinée à remplacer tout effort de définition. Nous devons désormais parler de la « Palestine » (oubliant que la définition est de celle-ci radicalement différente que l'on vive en France ou en milieu musulman) et des « Palestiniens » (n'oublions pas la... « souffrance palestinienne »), de « réfugiés » palestiniens (jamais d'*émigrés* ; de même, on n'appellera jamais Tel-Aviv ou Ashdod des « camps de réfugiés juifs ») ; de « territoires occupés », de « colons » ; des termes exclusivement arabes serviront à nommer les événements (« *intifada* », « *hudna* ») ; on proclamera [Gaza](#) l'un des endroits « les plus densément peuplés de la terre ». Quant aux idéologues fascistes, ils gagnent le titre honorable de « leaders spirituels » (autant employer ce terme pour Hitler).

Au fond, aux yeux des postmodernes, il est interdit de *nommer*, au prétexte que ce serait « stigmatiser » les éternelles victimes. Dès lors, on ne dira pas, par exemple, que le « terrorisme » contemporain (terme vague, pour cette raison dénoncé par l'analyste Daniel Pipes) s'appelle réellement « *djihad* » et qu'il trouve ses racines dans l'islam.

En réalité, chacun comprend bien que, dès que l'on nomme, on identifie ; à ce moment, on se donne des chances de combattre et de vaincre, ce qui, pour les évangélistes de l'illimité, ne peut que renforcer la culpabilité de l'homme occidental.

Refusant toute limite, le postmoderne incarne cette ambition universalisante — une prétention proprement mégalomane et délirante — de tout absorber, de tout racheter ; enfin, d'*exclure l'exclusion*. Cette orientation désorientante vise une négation du symbolique — principe qui fonde le distinct — et de tout enjeu réel.

La conséquence notable de cette structuration est que le compassionnel ne sert qu'à dissimuler et à entretenir

un surmoi ravageur. Ce dernier reste la réelle force agissante, non la bonté si volontiers affichée.

Déclarant que la violence n'est une réponse acceptable en aucune circonstance, que la parole, la négociation doit la remplacer de manière unilatérale et exclusive, les bonnes âmes produisent le renversement topologique qui consiste à entretenir — au nom même de la « paix » — les aspirations de destruction et de califat universels fomentées par les islamistes.

En effet, plus on cède à l'idée que les criminels sont de simples individus réprimés, plus leur demande deviendra exorbitante, exprimant une revendication illimitée. Loin d'abolir la ségrégation — aux termes de sa prétention explicite —, le postmoderne *engendre la ségrégation* entre l'Occidental — appelé à se laisser phagocyter —, et les islamistes (le « tiers monde ») qui peuvent nourrir les ambitions les plus démesurées.

Cependant, par définition pétri de déni, le postmoderne, laisse aux Juifs le privilège d'ouvrir la voie à la géhenne.

L'islamisme et le tournant victimaire

Les terroristes arabes ont su épouser cette évolution. On sait (mais peut-être l'a-t-on oublié ?) que, mettant fin à son imagerie héroïque — corrélée à l'affrontement aux limites, où le combattant mise sa vie —, l'OLP prit consciemment la décision de renoncer à la conquête, à sa prétention de détruire Israël par l'affrontement.

Ainsi, en 1984, Ramonda [Tawil](#) (future belle-mère de Yasser Arafat) s'employa à entraîner les terroristes de l'OLP à exploiter les media, pour se plaindre de prétendus abus des droits de l'homme par les Israéliens. De cette manière, les héroïques « combattants pour la liberté » se transformèrent en misérables poltrons, en de pauvres victimes geignantes. La guerre de la [publicité](#) remplaçait désormais l'effort de contrôler un territoire et de vaincre un ennemi.

La perversion propre à cette démarche, c'est que le maître du jeu n'est pas du tout celui qui — à l'image d'un Israël revêtu des insignes de l'État — apparaît comme tel, mais plutôt la chose obscène qui commande à la vision médiatisée : *le réel bourreau est le bouffon gémissant*.

Contrairement aux valeureux soldats d'Israël qui, eux, tiennent à la vie — que ce soit la leur ou celle de ceux qu'ils rencontrent en face —, ces bourreaux d'un nouveau genre n'ont pas la fibre morale nécessaire à prendre le moindre risque.

Au contraire, leur démarche s'appuie sur un Autre qui ne risque jamais de faire défaut. En effet, les djihadistes ne regardent pas au coût de leurs actions : ils ne comptent pas le nombre de *shahyds* qu'ils envoient à la mort, la quantité de sang versé ou le temps nécessaire pour parvenir à leur but de domination absolue. Leur posture de victime plongée dans une souffrance sans fin leur offre la possibilité d'annexer les Occidentaux et de leur imposer un sentiment de culpabilité.

La perversion humanitariste

Cette falsification est déterminante pour la « question palestinienne » qui est devenue intégralement une question « humanitaire ». Le cas de Gaza, lors du dernier conflit (*mivtza* 'oferet yetzouqah, pour l'appeler par son nom) est exemplaire.

Pour peu que l'on accepte les contraintes d'une pensée intellectuelle, on reconnaîtra que Gaza présentait un problème à la fois *politique* (l'élection du Hamas suivie d'un putsch contre leur faction rivale) et *militaire* (l'envoi, des années durant, de roquettes sur les habitants civils du Néguev occidental).

Ces deux dimensions s'articulent, l'une à l'autre : l'échec de toute démarche politique — visant à établir un *modus vivendi* — entraîne la nécessité d'une opération militaire. Ces deux démarches impliquent une logique fondée sur des tous limités ; dès lors, elles comportent une part non négligeable de risque, dans le sens où elles peuvent réussir ou échouer. Or dans les media, ces questions politiques et militaires étaient intégralement

subordonnées au discours « humanitaire ».

Ce n'est pas, on s'en doute, entièrement nouveau. Depuis des années déjà, on constate la continuité qui existe entre le terrorisme et la prise en charge humanitaire. Sans remonter jusqu'à 1948 cependant, on note que du Hamas et ses œuvres caritatives à l'[UNWRA](#), il n'y a qu'une différence de degré, non de nature.

L'UNWRA est, à 99% de ses employés sur place, [palestinienne](#). Par conséquent, dans ces contrées, une ambulance et un transport d'armes se rejoignent sur le même bord unilatère du ruban mœbien : une face est tournée vers l'Occident (à titre de parade médiatique), l'autre est tournée vers les djihadistes (visant l'assassinat de Juifs). Par extension du même principe, entre la propagande du Hamas et le message délivré par les media européens, on ne discernera qu'une légère différence de degré, non de fond.

Comme le remarque [Jean Tsadik](#), l'humanitaire est *l'arme* des assassins. En effet, dans les discours militants et médiatiques, l'accent mis sur l'humanitaire remplit une fonction utilitaire précise : il est destiné à paralyser toute action.

Le militaire — à visée d'autodéfense, dans le cas d'Israël — possède sa logique propre, mais, à l'égard de l'humanitaire, toute action militaire est « disproportionnée ». Seul le terrorisme émanant des « opprimés » serait légitime et devrait pouvoir se pratiquer sans risque et sans entrave. Ceux qui répètent, en dépit de toute [logique](#), « *il n'y a pas de solution militaire* », se réjouissent, au fond, à l'idée de la défaite de l'État occidental : le militaire (occidental) ne *doit* pas remporter de victoire. Les touts limités ne doivent pas inscrire un terme qui compromettrait les rêves d'un illimité bienheureux.

Poursuivant sa volonté de faire entrave à l'action des touts limités, et animé par sa prétention absolue et par son hypocrisie, l'humanitaire proclame, à l'intention de l'Occident : « *Vous n'avez le droit de combattre que si vous êtes sûr de ne pas faire mourir une mouche* ». Autrement dit : le défenseur ne doit pas prendre les armes s'il ne peut, de manière absolue, tuer que les djihadistes avérés (et encore...). Il doit sacrifier les vies innocentes de son propre peuple, afin de n'être pas coupable de la mort de quelques uns qui se trouveraient dans l'entourage des criminels.

La mort du désir

La perversion de l'humanitaire paraît non pas accidentelle mais bien d'ordre structurel. Dans l'humanitarisme et le droit-de-l'homme, il s'agit en effet de « sauver » les populations en restreignant l'action et le discours au seul plan du *besoin* (santé, alimentation, éducation), en excluant toute question portant sur le désir.

Aux déshérités, qui font leur fonds de commerce, l'humanitaire lance la déclaration ravalante : « *Tu es ça* » (...« un déshérité », « une victime »...). Aussi refuse-t-il toute interpellation portant sur le désir, telle : « *Que veux-tu ?* », question qui se déplie comme : « Qu'es-tu prêt à *risquer* pour réaliser ce à quoi tu aspirés ? ».

Dans sa haine du désir, le discoureur postmoderne estime qu'il suffit de satisfaire le besoin, de combler le manque, pour que le bonheur en résulte automatiquement. Par conséquent, au lieu d'écouter ces « victimes », il recouvre leur énonciation par un discours fondé sur la seule dualité demande/satisfaction. Il ne fera jamais entendre les paroles mêmes que les djihadistes (Fatah' ou Hamas) font entendre dans les media. Il cherchera à simplement faire croire que les « Palestiniens » demandent un « État », que les Gazaouis sont victimes d'un « blocus » et vivent dans une « prison à ciel ouvert ».

Auprès de la société occidentale, en revanche, on tient un discours de culpabilisation. Cette attitude se résume à déclarer que nous sommes coupables du manque chez l'Autre : c'est-à-dire, de sa déchéance, de sa mort...

Cependant, qu'est-ce que le désir si ce n'est la volonté de persévérer lorsqu'on se trouve radicalement seul face à ce que l'on entreprend ? L'autodéfense des citoyens d'Israël, précisément, ne peut qu'infliger un manque à un Autre — nommément au Hamas — qui s'érige très clairement en bourreau.

Or situé dans une perspective vitale, le discours de l'idéologue postmoderne revient à dire : « *Ton existence*

cause la mort de l'Autre ». La fausseté d'une telle sentence est patente, puisque mon désir n'empêche pas l'Autre de désirer, bien au contraire : me renvoyant à ma solitude de fond, il m'*interdit d'annexer l'autre*, contrairement aux effets produits par l'utilitarisme rédemptionniste des humanitaires. On constate que l'humanitarisme — qui massifie et chosifie l'humain — se situe aux antipodes d'une prise en compte du désir de chacun.

Le moralisme moderne offre, comme idéal vertueux, l'élimination des tous limités. Il s'agit d'un fascisme « doux », qui, sur le plan individuel, œuvre à la suppression de toute singularité subjective : ce en quoi l'on ne ressemble à nul autre, ce qui, en chacun, est absolument non-négociable.

Cette singularité est désignée par les Juifs par l'expression '*Am nivh'ar*, le peuple élu, expression intolérable pour le postmoderne, qui veut que tous soient pareils et que la solitude soit bannie du monde. L'on comprend aisément, dès lors, ce qui les pousse à formuler l'inique équation « Sionisme = racisme ». Pour la meute postmoderne, il faut éradiquer cette singularité insupportable en prétendant, par exemple, que le Juif est soluble dans le discours et que ce terme est un simple attribut dont n'importe quel « opprimé » peut se prévaloir : les vrais « Juifs », aujourd'hui, devenant alors les « Palestiniens ».

Les réflexions qui précèdent représentent une esquisse de certains paramètres du discours dont le propre est d'étouffer toute parole et de brouiller tout effort à tenir un discours quelque peu rigoureux : on en fait l'expérience chaque fois que l'on ouvre le journal ou que l'on tente de converser avec des personnes dont l'esprit critique est émoussé par une opinion devenue omniprésente. Tout indique que la tendance va à l'intensification des assauts meurtriers et que nous avons peu de chance d'inverser ce courant qui emporte tout dans son sillage destructeur. Nous pouvons seulement maintenir, au un par un, et à plusieurs, des poches de résistance susceptibles d'opérer des percées : notre humanité est à ce prix.

Notes :

[1] Jean-Claude MILNER, *Les Penchants criminels de l'Europe démocratique*, Paris, Verdier, 2003. (Coll. «Le Séminaire de Jérusalem»).

[2] *Idem*, p. 23.



Droits de reproduction et de diffusion réservés
Copyright © 2002-2006 Metula News Agency